

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 13 AVRIL 1979 - N° 895

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Produits alimentaires : des hausses de 5 %

La viande, notamment la viande de bœuf, ainsi que le lait, et d'autres produits, seraient soumis très prochainement à des hausses de 5 %. La mise en place du « franc vert », la « soudure de printemps » sont quelques-uns des prétextes invoqués pour cette nouvelle atteinte au niveau de vie des masses.

Ouganda : proclamation du gouvernement provisoire

Les unités de l'armée d'Amin Dada, qui continuaient à le soutenir, ont abandonné la capitale Kampala, sans combattre. Le dictateur est en fuite. La plus grande partie du pays est contrôlée par l'armée tanzanienne et les forces de l'opposition ougandaise. C'est la fin de huit ans d'une des dictatures les plus sanglantes du continent africain. Le gouvernement provisoire, représentant 18 organisations de l'opposition, aura fort à faire pour redresser la situation sociale et économique.

Lire en page 8

Dans
**Le Quotidien
du Peuple**
du samedi
14 avril

**Contraires au sein
du peuple**

**Le nucléaire
en question**

Notre dossier

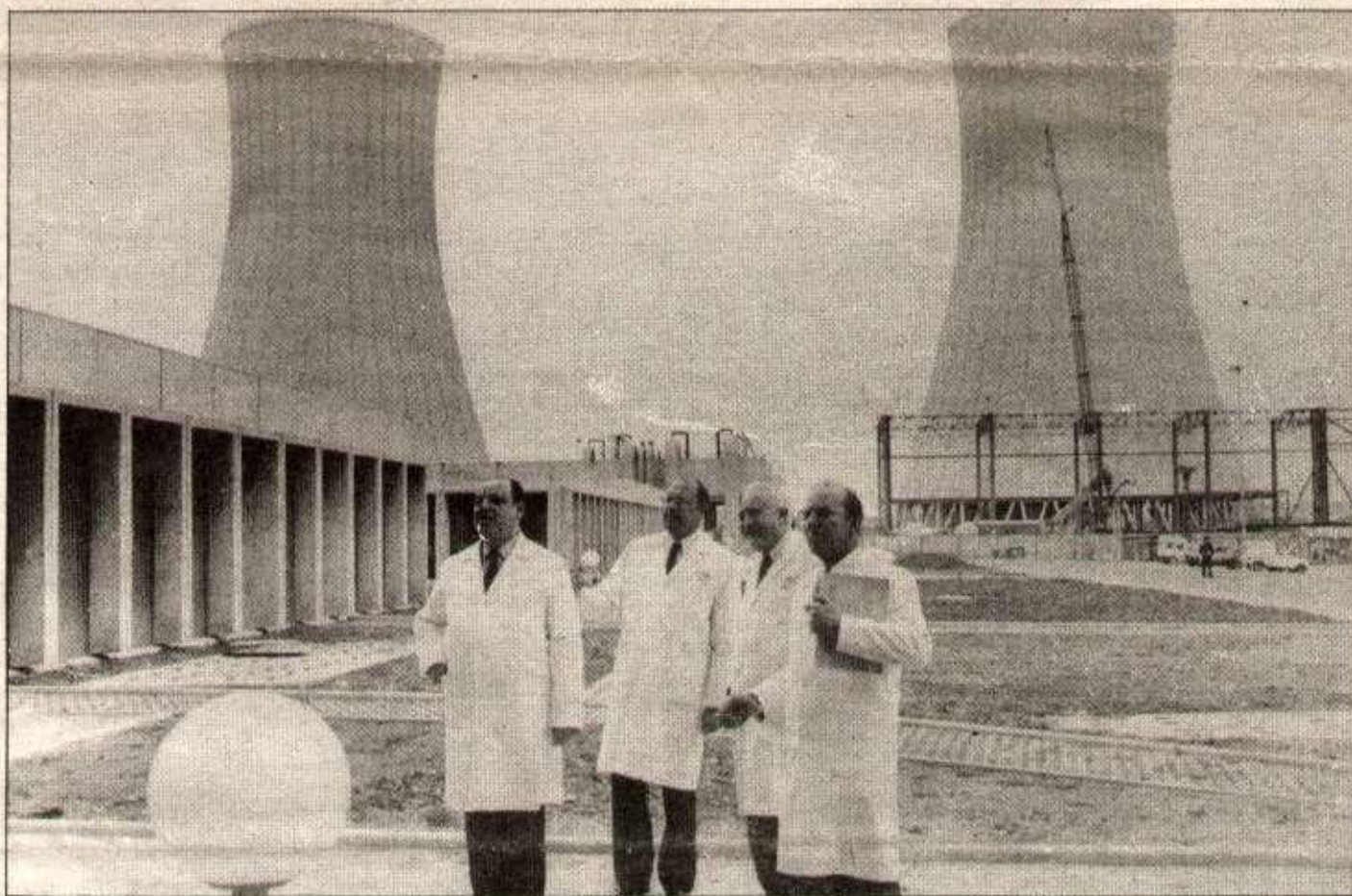
**Berliet :
Quand le PCF part
à la conquête
du marché français**

Malgré les déclarations rassurantes de Barre et de Giraud

Accident à la centrale nucléaire de Gravelines avant sa mise en route

- L'accident tenu secret par EDF depuis le 6 avril, est révélé par la CFDT
- Défaillance du système de refroidissement comme à Three Mile Island. Heureusement la centrale n'était pas chargée
- Les Etats-Unis décident des « modifications urgentes » pour les centrales du même type que celle de Gravelines.

Lire en page 5



Toujours « pas de problèmes » pour Barre. Ici, en ballade devant les tours de réfrigération de l'usine d'Eurodif, de Tricastin

SOLMER, USINOR OCCUPATION ET MANIFESTATIONS SE POURSUIVENT

Jeudi matin, les hauts-fonctionnaires de la Solmer occupaient toujours la salle des hauts fourneaux de leur usine, occupation qu'ils avaient engagée mercredi.

A Dunkerque, une manifestation commune d'ouvriers d'Usinor-Dunkerque et Usinor-Mardyck s'est déroulée mercredi, tandis que les ouvriers de l'usine de Mardyck, toujours occupée, bloquaient les expéditions en démontant les rails.

A l'usine de la Chiers, à Longwy plusieurs centaines de

personnes ont participé à la journée « porte ouverte » mercredi.

Les fédérations de la métallurgie CGT, CFDT, CGC et CFTC appellent à une « période sans acier » à partir du 18 avril en indiquant que les modalités et la durée de ce « blocage de la production » devraient être déterminées dans chaque usine sidérurgique.

Lire en page 3

LUTTES OUVRIERES

Reconversions, mutations, «départs volontaires» plus menaces de chômage technique OU COMMENT BERLIET PARVIENT A LICENCIER EN DOUCEUR

Renault Véhicules Industriels : 38 000 salariés, répartis en 13 unités implantées essentiellement dans la région Rhône-Alpes, mais aussi dans la région parisienne, en Normandie, à Limoges... Ainsi que plusieurs filiales spécialisées (voir carte).

En 1977, 56 000 véhicules sont sortis des chaînes, dont 3 000 autobus et cars.

Pour les travailleurs de la région lyonnaise, le sigle RVI c'est avant tout Berliet. Une «citadelle» de métallos, connus pour les grandes luttes qu'ils ont menées en 68, en 72... C'est aussi une CGT puissante et omni-présente bien tenue en mains par le PCF, une section du PCF directement reliée au comité central... une boîte qui lui sert de formidable banc d'essai.

La naissance de R.V.I.

Rappelons les grands traits de l'origine de R.V.I. En 1967, Citroën, avec l'appui de Michelin, prenait le contrôle de la «Société des Automobiles Marius Berliet». L'arrivée de Fiat, aux côtés de Michelin, laissait un temps présager un mariage avec UNIC. Mais la liaison éphémère Citroën/Berliet n'a jamais porté de fruits, puisqu'elle réunissait deux sociétés en déficit chronique.

A l'automne 72, des négociations étaient en cours avec Volvo, tandis que Fiat se retirait de Citroën. Négociations rompues en octobre 73.

Puis en 1974 était annoncée l'intégration de Berliet au groupe Renault, la société devenant sœur de Saviem. En 1976, le rapprochement s'accéléra pour donner la création de RVII (Renault véhicules industriels International), société chargée de l'exportation.

En mai et juin 1977, la décision était prise d'une intégration totale, entérinée le 3 octobre 1978 par les actionnaires.

La crise a donc précipité la fusion de Berliet et de Saviem sous l'égide de Renault, permettant à la société nationalisée de jeter les bases de son vieux projet : réaliser avec le poids lourd ce qui avait été réussi avec la voiture particulière ; à savoir la construction d'un empire, présent dans le monde entier, le tout sous la houlette de l'Etat.

Ce rapprochement aboutissait inévitablement à de nombreux licenciements — 1 200 depuis novembre 1974 — comme le prévoyait d'ailleurs le journal patronal Les Echos : «Le préalable à toute action est le dégraissage et l'assainissement de Berliet».

Les suppressions d'emploi n'allaient pas concerner les sociétés elles-mêmes uniquement mais aussi la sous-traitance (plus de 2/3 dans un camion). De plus, la production de pièces standardisées allait aboutir à une déqualification générale du travail : tâches parcellisées, spécialisation de chaque secteur dans la fabrication de composants normalisés...

Et ce, d'autant plus que Renault a choisi la stratégie d'assemblage «à la Ford», c'est-à-dire que sont intégrées dans le montage du poids lourd des pièces disparates quant à leur origine et donc produites aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur

du groupe, y compris par d'autres firmes européennes.

«Dégraisser et assainir»

«Il faut que RVI soit une société ayant des comptes équilibrés en 1980. Pour cela, il faut adapter les charges et réduire les coûts» déclarait Zanotti, PDG de RVI en janvier 1979.

Un an auparavant, il annonçait 5 000 suppressions d'emplois d'ici 1982. La besogne a été beaucoup plus rapide ! Mais voyons de près «l'assainissement» en cours de Berliet RVI.

Le 21 décembre 1978, Zanotti faisait part de son «plan social» pour «sauvegarder l'emploi». Il s'agissait en fait de supprimer 950 emplois, dont 550 à Vénissieux. Quelles étaient les grandes lignes de ce plan ?

- «départ volontaire» des travailleurs âgés de 56 ans et 8 mois. Avec une prime allant jusqu'à 9 mois de salaire (environ 2,5 millions).

- «départ volontaire» offert à l'ensemble du personnel «assimilé à un licenciement individuel pour raisons économiques». RVI ne lésine pas sur les moyens. Les travailleurs qui accepteraient de partir toucheraient : l'indemnité de licenciement, les congés payés, le préavis, plus une «indemnité exceptionnelle». Celle-ci pouvait atteindre 2,5 millions pour une ancienneté de 30 ans ; si le départ s'effectuait avant le 28 février, 5 000 francs de plus.

- reconversion des ETAM à la production, avec une prime équivalente à trois mois de salaire.

- mutation de travailleurs à Batilly avec une prime d'un mois de salaire.

- création de «groupes polyvalents» dans les ateliers en «sur-effectifs» pour constituer des groupes d'ouvriers pouvant être mutés d'un bâtiment à un autre, d'une usine RVI à une autre, et surtout être affectés à des entreprises extérieures. Bref, RVI = Renault Véhicules Intérimaire !

Et généreux, Zanotti terminait : «si ces mesures donnent des résultats, je m'efforcerai de ne pas recourir au chômage technique jusqu'en septembre 1979».

Diviser et désorganiser

Dans un premier temps, ces primes alléchantes, offertes soit à des travailleurs usés par l'exploitation, aspirant à la retraite,

soit à des travailleurs immigrés qui voyaient là l'occasion de retourner au pays, soit enfin à des jeunes travailleurs attirés par la possibilité de «se mettre à son compte» ou d'ouvrir une boutique... ces primes ont permis que près de 1 300 travailleurs s'inscrivent sur les listes de départ. Zanotti en attendait 950, il était comblé...

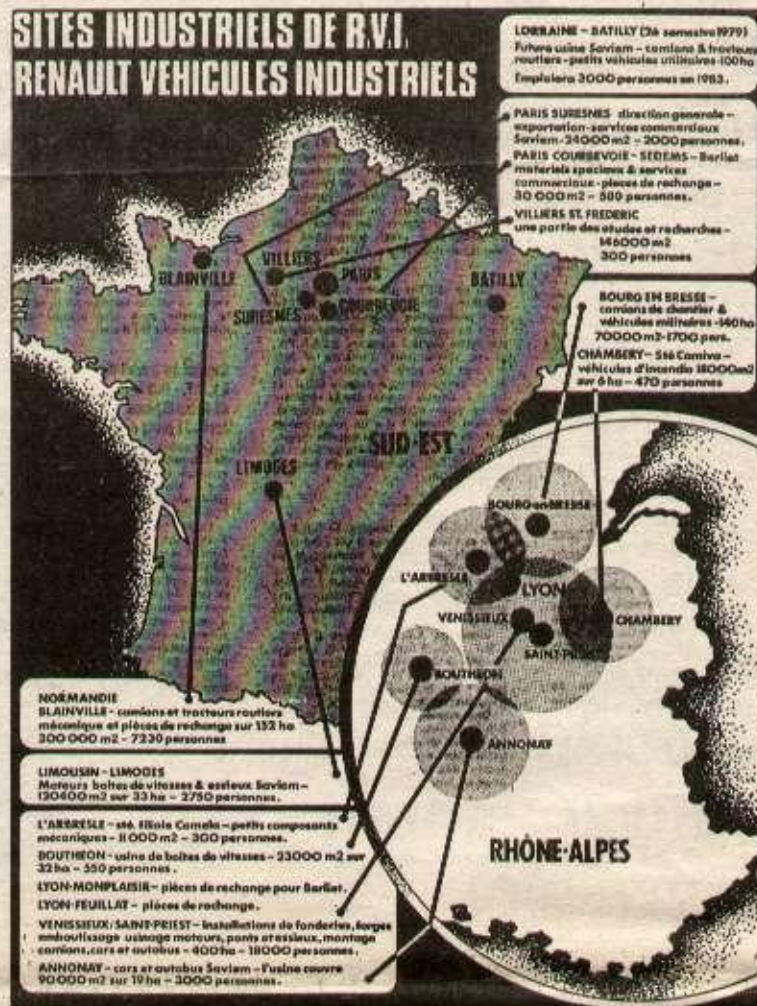
A l'examen de ce premier plan, on mesure tout le système et le mépris de RVI. Diviser et désorganiser la classe ouvrière, démolir son organisation, tel semble être le calcul de la direction en provoquant ce «dégraissage» en douceur.

Pas d'annonces brutales de licenciements, susceptibles de provoquer une «explosion sociale» mais inciter les travailleurs à quitter l'usine de leur «plein gré» ! Depuis, ces mesures ont fait école, car dans d'autres trusts de la région, le même processus se fait jour.

Dans la sidérurgie aussi, où les enchères sont montées jusqu'à 50 000 ou 60 000 francs de prime.

Puis, le 31 janvier 1979, lors d'un Comité central d'entreprise, comme Zanotti l'avait d'ailleurs annoncé, RVI annonce la suppression de 873 emplois, répartis comme suit : 167 cadres et 706 ETAM (40 % pour Rhône-Alpes, 30 % pour Paris, et 10 % à la Saviem de Blainville).

Pour le reclassement de ces cadres, RVI a créé une société interne et spécialisée, REORCA, «association pour la réorientation et la réinsertion des cadres».



Demain, notre dossier :
Quand le PCF part à la conquête du marché français ou «Fabriquons français» et «des millions pour nos camions».

Entretien avec un responsable CGT de Berliet

Fin janvier, avant l'annonce des licenciements des cadres et ETAM, un délégué CGT de Berliet commentait de cette façon les mesures prises par Zanotti :

«Berliet vient de procéder à 950 licenciements. Ils sont considérés comme licenciés économiques, car ce sont des gens qui demandent à être licenciés. Alors, ils ont arrosé ça à coups de millions.

Et un ensemble de mesures. D'abord, les polyvalents — des licenciés en puissance — des gars qu'on va muter un peu partout. Et surtout la rectification du règlement intérieur qui passe à 38 articles et qui ressemble étrangement à un règlement militaire...

Le tout couronné de la «note 127» qui tombe sur les gars qui refusent deux mutations et qui sont licenciés.

Les réactions des gars ? Pendant toute une période, c'était la ruée vers l'or. Quand tu proposes 3 millions à un ouvrier, comme c'est pas souvent qu'il les a eus dans

les mains, alors t'as une partie des gens qui sont partis chercher ces 3 millions...

Au syndicat, on s'est un peu trouvé à contre-courant. Tu fais ta propagande, tu expliques qu'en réalité ce sont des licenciements... mais ça ne prend pas. Les réflexions, elles sont du genre «ils nous licencient aujourd'hui en balançant du fric, demain ils vont nous licencier sans rien donner». Ou alors ce sont les jeunes qui se laissent prendre dans le jeu de la démerde individuelle. Pour les immigrés, c'est le vieux rêve enfin réalisé, pouvoir retourner au pays...

RVI est arrivé à son but, et même il l'a dépassé... Zanotti a déclaré vouloir supprimer 5 000 emplois d'ici 1982. Il y en a déjà eu 1 900 en pré-retraite. Cette fois 950, ensuite environ 900 ETDA et cadres sont prévus, il leur en reste 1 000 à trouver...

Leurs mesures passent encore facilement. Cela crée une division importante. Avec

l'annonce des licenciements des cadres et des chefs, cela va peut-être s'accroître. Les gars, ils ne veulent pas qu'encore une fois, ce soient les «autres qui ramassent les marrons»... Ce qui est sûr, c'est que les ETDA vont être liquidés. Alors, les gars vont se dire «tiens, la prochaine fois, ce sera nous et sans prime». Cela peut jouer sur la bagarre à faire...

Depuis, l'ambiance a changé à Berliet. Les actions engagées depuis février ont trouvé une mobilisation certaine et parfois massive des gars de Berliet pour leurs revendications : 350 F pour tous, pas de salaire en dessous de 3 000 F.

Ceci dit, courant janvier, alors qu'il y avait peu de luttes significatives à ce moment dans le Rhône contre le chômage, les mesures de division prises par Zanotti avaient porté un coup à la mobilisation.

Depuis, la vigilance est de mise.

SOLMER DE FOS-SUR-MER

LA SALLE DES HAUTS FOURNEAUX OCCUPEE

A la Solmer mercredi en fin d'après-midi, la direction rendait public un plan de mise en lock-out progressif de toute l'usine. Cette décision devait être annoncée aux ouvriers par les délégués au cours du meeting organisé à la prise de poste de nuit.

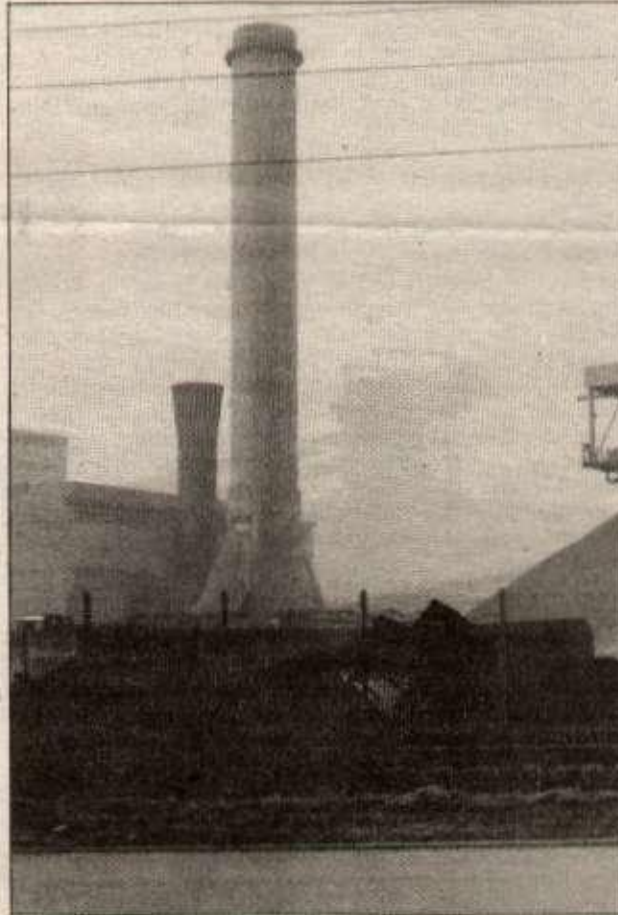
Mercredi toute la journée les hauts fourneaux et d'autres sidérurgistes grévistes occupaient la salle des hauts fourneaux à une centaine. Cela principalement dans le but d'empêcher les ingénieurs de mettre les charges d'arrêts. Ce serait en effet un pas décisif vers le lock-out pour ce secteur également.

Cette action montre que les sanctions de trois ou quatre jours de mise à pied que la direction avait prises lundi à l'encontre de trois délégués CGT et d'un syndiqué CFDT restent sans grand effet.

Mercredi matin, le Comité d'entreprise que la direction convoquait ne s'est pas tenu faute de représentants syndicaux. En revanche près de 200 sidérurgistes s'étaient réunis à proximité de la salle de réunion et ont longuement hésité à séquestrer la direction qui était là. Fina-

lement celle-ci s'est éclip-sée par la porte de derrière...

La lutte se poursuit donc pour les 300 francs, pour la levée des sanctions, contre le lock-out et pour la 5ème équipe. Les gars ne rencontrent pas dans leur lutte l'aide déterminée de la direction CGT. Celle-ci organise bien de petites initiatives mais sans avoir le souci d'associer le maximum de gars et de réaliser l'unité de tous les secteurs. Comme par hasard, alors que *La Marseillaise*, journal local du PCF, de mercredi n'évoque la lutte qu'en quelques lignes succinctes, à chaque fois que la CGT convoque un rassemblement dans l'usine, le PCF applique et profite de l'occasion pour diffuser ses tracts. Comme le disait un sidérurgiste «on n'est pas contre la politique dans l'entreprise mais là c'est de la récupération».



Le HF 4 à Dunkerque

USINOR — DUNKERQUE

MANIFESTATION COMMUNE AVEC CEUX DE MARDYCK

Mercredi à dix heures du matin plusieurs centaines de sidérurgistes réunis devant les grands bureaux Auchan, le principal supermarché de Dunkerque tout proche de l'usine. Ils provoquaient d'énormes embouteillages avec leurs voitures. Puis ils décidaient d'aller à Mardyck voir leurs camarades lock-outés, qui occupent l'usine, et ils prenaient avec ceux de Mardyck la décision d'aller manifester ensemble à Dunkerque l'après-midi.

L'usine de Mardyck est très solidement cadenassée par les travailleurs, qui ont démonté des rails empêchant ainsi toute expédition. Pendant ce temps, quelques travailleurs allaient à Audruicq sur le marché pour faire une collecte. Vers 14 heures, les sidérurgistes d'Usinor-Dunkerque formaient un grand cortège de voitures qui s'est rendu à Mardyck en roulant sur toute la largeur de la route. Il est passé notamment par Grande-Synthe, ville-dortoir d'Usi-

nor. A Usinor-Mardyck, de très nombreuses voitures se sont jointes à eux. Le long du parcours, des appels aux lock-outés non-présents étaient lancés. On s'est rendu à Dunkerque en passant à Auchan, et en bloquant au passage les routes express. En parcourant la rue commerçante de Saint-Paul, des militants ont collecté de l'argent. Ils ont eu un grand succès, la population assistait au défilé avec sympathie. Puis, la manifestation a bloqué les principaux points du centre-ville de Dunkerque : la place Minck, la place de l'hôtel de ville, la sous-préfecture et le carrefour du pont de l'Europe.

Après la dissolution, les sidérurgistes qui rentraient ensemble à Grande-Synthe ont bloqué, à plusieurs reprises, la voie express. Voilà une manifestation qui réalise l'unité entre Usinor-Dunkerque et Usinor-Mardyck ; reste la question d'unir et de mobiliser ensemble tous les lock-outés et grévistes.

LA VALLÉE DE RABODEAU EN LUTTE

14 avril, assises locales pour l'emploi

Les travailleurs de la vallée du Rabodeau et l'Union locale CGT, depuis février, mènent l'offensive contre les patrons et les «bien-faits» du plan Vosges.

En effet, la situation sociale et économique se dégrade de jour en jour et il n'est plus possible de rester les bras croisés. Qu'on en juge :

- o Cimtram (mécano-soudure) : fermeture et déclasserment avec perte de salaire jusqu'à 400 F, alors qu'elle a été annoncée comme étant créatrice d'emploi.

- o Coplac (chimie) : 20 pré-retraites et risque de démantèlement.

- o Colroy (textile) : suppression d'équipes avec déclasserments.

- o Boussac-Willot : après la fin du contrat de location-gérance de début avril, les Dalton deviennent les propriétaires et la restructuration va entraîner 700 licenciements dans un premier temps.

- o La Combe (établissement pour handicapés) : le budget s'arrêtant au 31/7/79, l'avenir pour le personnel reste incertain, d'autant plus que le gouvernement

inflige à la Sécurité sociale une politique d'austérité aux dépens de la santé de la population.

o Les Chantiers navals de Senones : la baisse de production amène les patrons à prévoir des licenciements, si ce n'est pas la fermeture.

Après plusieurs luttes responsables à la Coplac, à la Cimtram et aux CNS, l'heure est à l'offensive et à la coordination. Pour cela, l'UL CGT de la vallée du Rabodeau organise des Assises locales pour l'emploi, premier temps d'une lutte généralisée.

Ces assises auront lieu le samedi 14 avril à la mairie de Senones, à partir de 9 heures. Un cortège de voitures entre Senones et Le Rabodeau partira à 13 h 30 du CES de Senones et aboutira sur la RN 59 où aura lieu un ralentissement de la circulation avec distribution de tracts de popularisation.

Plus que jamais cette lutte devient nécessaire. Les sidérurgistes et la population de la Lorraine ont montré le chemin de la lutte, non seulement pour la défense de l'emploi mais

aussi pour la survie de toute une région, de toute une population.

Le 14 avril sera pour la vallée du Rabodeau seulement le départ d'une riposte face aux restructurations dans le textile et dans la chimie. Les travailleurs veulent vivre et travailler au pays et refusent de payer la crise du capitalisme. Le chômage, les licenciements, les fermetures et la dégradation des conditions de vie et de travail... cela suffit !

A la bourgeoisie et au gouvernement (UDF, RPR) de payer la crise !

Les travailleurs de la vallée, avec l'appui de l'UL CGT, refusent cette situation et appellent toute la population à soutenir leurs justes revendications :

- maintien des entreprises de la vallée,
- diversification industrielle et agricole, sur la base des unités de production existantes aujourd'hui,
- refus du démantèlement économique de la vallée,
- non au chômage, aux licenciements et aux fermetures.

La vallée du Rabodeau ne sera pas le poumon vert de la Lorraine, déjà trop touchée par le chômage et les liquidations d'entreprises sur le dos des travailleurs et de toute la population.

Oui, la vallée du Rabodeau vivra !

Corr. Senones

Montreuil : à Plas-élec la lutte a payé !



L'usine plas-élec pendant l'occupation

Les ouvriers de Plas-élec, en majorité des femmes (70 %) dont beaucoup d'immigrées, se sont mis en grève, à l'appel de la CGT le 27 mars. Grève avec occupation, chaque équipe (3/8) venant normalement à ses heures de travail. Les revendications portaient sur : le 13ème mois, les salaires, les classifications. Plas-élec est essentiellement un atelier de presse à injecter les plastiques pour faire des pièces pour l'automobile (toutes marques) et fait partie d'un groupe qui possède 14 usines en France.

Après 10 jours de grève, les ouvriers ont obtenu :

- un supplément de primes de vacances de 600 F pour tous (auparavant existait une prime équivalant à 94 % d'un mois de salaire) ;
- une augmentation de 2 % en mars et 65 F pour tous en avril.

Les négociations sur les classifications sont en cours. Il faut savoir que les classifications sont très basses : O.S. 2 ; O.S. 3, P.1 ; le problème était que les ouvriers ne montent pas systématiquement. Exemple : une femme est restée O.S. 2 après 16 ans d'ancienneté.

Corr. MONTREUIL

● Reinier : recul du patron

Les travailleurs de l'entreprise Reinier, chargée du nettoyage des trains, en gare de Paris Est et dans la banlieue voisine, ont repris le travail il y a quelques jours. Fait sans précédent, le patron accepterait de discuter avec les délégués. La nouvelle organisation du travail leur ferait gagner 150 francs par mois.

POLITIQUE

LE PCF PART EN GUERRE CONTRE «L'EUROPE DES AUTOBUS»

Le 24 mars la Communauté urbaine de Brest (CUB), à majorité PS, décide d'acheter 26 autobus à la firme ouest-allemande «Kassbohrer» plus compétitive. Depuis la polémique n'a cessé d'être entretenue par les hauts cris du PCF, la déclaration du ministre des transports qui critique cette défaillance à «la solidarité nationale» et par les réponses du PS.

Dans cette affaire tout concourt à alimenter la propagande chauvine et simpliste du PCF. Pour renouveler son parc d'autobus, une municipalité d'Union de la gauche fait un appel d'offres à divers constructeurs. Parmi eux une firme allemande et Renault véhicules industriels. Et le PS, pour réaliser une économie de 1,7 million de francs (le marché porte sur 13,5 millions), élimine le constructeur français. La décision de la CUB a été prise le 24 mars par 50 voix (PS et «modérés») contre 17 (PC et un modéré). 3 élus se sont abstenus.

L'Humanité du 26 mars souligne l'entente du PS et de la droite et déclare «grâce au parti socialiste, l'Allemagne porte atteinte à une entreprise française». Cette décision créerait «des remous parmi la population brestoise».

Le PCF embraye facilement sur des mots d'ordre

du style «roulons français» mais il est contraint de justifier son vote. En effet selon le président de la CUB, un socialiste, «accepter d'acheter français coûterait 3 % de plus aux contribuables». Et il ajoute «ce n'est pas aux collectivités locales de subventionner l'industrie française du poids lourd».

Le PCF demandait au PS de repousser la date de la conclusion du marché afin de permettre «une renégociation à la suite de laquelle Renault véhicules industriels n'aurait pas manqué de baisser ses prix». Et de glisser sournoisement : «Tout indique cependant que RVI était disposé à conquérir ce marché pour éviter de nouvelles menaces de licenciements». A lire L'Humanité la défense des intérêts des travailleurs passe par l'aide aux patrons français !

D.D.

Les ministres RPR veulent retrouver leur place dans le mouvement

Après les législatives de mars 78, désirant renforcer son contrôle sur les instances dirigeantes du RPR, Chirac avait obtenu l'exclusion des ministres des instances du mouvement. Les barons du gaullisme n'ont pas apprécié cette mise à l'écart. Les divergences sur la question européenne ravivent cette grogne. Plusieurs députés RPR dont Labbé et Guéna ont rappelé leur hostilité à cette mesure. Comiti, ancien ministre, a même déclaré : «Beaucoup d'entre nous commentent à demander si l'on ne cherche pas à entraîner une partie du groupe RPR dans une aventure en réalité désespérée et suicidaire». Plusieurs députés RPR membres du gouvernement peuvent difficilement reprendre à leur compte les positions chiraquiennes.

Au Sénat Barre vante les mérites de l'espoir et de la patience pour résoudre le problème de l'emploi

Le Sénat a débattu les 10 et 11 avril des problèmes de l'emploi. En réponse aux critiques des sénateurs de l'opposition et aux inquiétudes de ceux de la majorité, Barre a donné «les conditions fondamentales de toute amélioration de cette situation» : l'espoir et la patience, deux «vertus fondamentales». Il s'agit sans doute pour les sidérurgistes d'avoir «la patience» d'attendre la fin des restructurations dans «l'espoir» de meilleurs profits pour les patrons.

Réunion du Comité directeur, «parlement» du PS

UN RÉGIME PRÉSIDENTIEL

Ce mercredi se réunissait pour la première fois le comité directeur issu du congrès de Metz. L'élection du bureau exécutif et du secrétariat national devaient consacrer la situation nouvelle créée au congrès par le passage des courants Mauroy et Rocard dans la minorité, et le rapprochement du CERES du courant Mitterrand.

Le comité directeur du PS est, en principe, la direction collégiale du parti. Il est constitué à la proportionnelle des courants issus du congrès, à partir des listes de candidats proposés par chacun des courants au congrès, la liste de ces candidats étant désignée avant le congrès lors de réunions par courant. Une semaine avant le congrès, les différentes motions ont présenté, chacune pour sa part, une liste pour les 131 postes à pourvoir.

Selon le principe de la désignation sur la base d'une représentation proportionnelle aux voix obtenues par les différents courants, la liste des dirigeants du PS était donc connue une semaine avant même le congrès, la liste ne pouvant être modifiée que par la commission des résolutions tenue pendant le congrès, en fonction des modifications apportées lors du vote final du congrès, en particulier les alliances entre motions.

Il s'agit donc d'un mode de désignation fort proche de celui qui règle la vie politique française, à ce détail près qu'elle a lieu à la proportionnelle. Chaque motion présente au congrès annexe à son texte la liste de ses candidats au comité directeur, l'électeur socialiste n'ayant plus qu'à voter pour assurer la meilleure représentation possible à son courant.

Lors de sa première réunion, le comité directeur issu du congrès désigne le premier secrétaire (cette fois, c'est encore Mitterrand). Ensuite, les membres élus au comité directeur se réunissent par courant pour désigner leurs candidats au bureau exécutif. Cette instance, composée de 27 membres, est donc constituée à la proportionnelle des tendances, comme le comité directeur. Au-dessus de tout cela, le secrétariat national, qui est traditionnellement constitué d'une partie du bureau exécutif. Selon les termes du règlement intérieur, «les candidats au secrétariat national sont désignés au cours de la même réunion (qui désigne les candidats au bureau exécutif, NDLR) sur proposition du candidat désigné au poste de premier secrétaire». Autrement dit, le premier secrétaire élu se trouve fondé à constituer un secrétariat national homogène, composé de partisans de ses thèses.

L'ARTICULATION DES INSTANCES

Des organes de direction du parti, le secrétariat est

l'instance qui constitue l'enjeu le plus important de la lutte pour le pouvoir à l'intérieur du PS.

C'est là que se prennent les décisions réelles. Concrètement, cette instance se réunit tous les mercredis. A l'issue de la réunion, se tient le bureau exécutif qui comprend donc les mêmes participants, plus les représentants de la minorité. Ceux-ci ne disposent guère de moyens pour faire prévaloir leurs vues : ils n'ont connais-

exemple celui de la formation).

Comme ces délégués ne sont tenus de rapporter que devant le seul secrétariat national, autant dire que, du fait de ce fonctionnement, seuls les membres de la majorité du parti disposent des moyens d'information complets sur l'activité du parti, ce qui renforce leurs moyens de diffuser leurs thèses parmi les militants.

D'où l'acharnement du CERES pour être associé le plus rapidement possible au secrétariat. Les dirigeants de ce courant considèrent que leur baisse d'audience depuis le congrès précédent résulte de leur mise à l'écart du secrétariat national depuis le

congrès de Pau, en 1975. Cette explication contient une part de vérité. La progression du CERES depuis le congrès d'Épinay (1971) à celui de Pau tenait pour une bonne part au fait qu'il s'était trouvé, au sein du secrétariat, chargé du secteur entreprises. Aujourd'hui, il espère le plus rapidement possible conclure un accord avec Mitterrand, et comme par hasard, martèle le thème de l'importance du secteur entreprises. Si Mitterrand, comme c'est probable, s'allie avec le CERES dans les mois qui viennent, il n'est toutefois pas certain qu'il lui confiera des postes aussi importants.

François NOLET



Les nouveaux responsables

Le Comité directeur du PS comprend 131 membres, ainsi répartis : 62 partisans de Mitterrand, 22 pour la motion Mauroy, 28 pour Rocard, et 19 pour le CERES.

Le bureau exécutif comprend 27 membres, dont 12 pour Mitterrand, six pour Rocard, cinq pour Mauroy et quatre pour le CERES.

Le secrétariat national outre le premier secrétaire comprend 11 membres, et 4 adjoints, qui sont tous des proches de Mitterrand. Il s'agit de :

Secrétaire national aux relations internationales : Lionel Jospin (il assurera l'intérim en cas d'absence ou d'empêchement du premier secrétaire).

Organisation et fédérations : Paul Quilès.

Formation : Gérard Delfau.

Relations extérieures : Pierre Bérégovoy.

Lutte des femmes : Véronique Neiertz.

Communication et à la propagande : Christiane Mora.

Elections et au contentieux : Jean Poperen.

Entreprises : Claude Germon.

Qualité de la vie et environnement : Michel Pézet.

Collectivités locales : Marcel Debarge.

Presse et porte-parole du parti : Laurent Fabius.

Quatre secrétaires dépendront directement du premier secrétaire. Il s'agit d'Yves Durant (études et programmes), d'Anne Tréguët (entreprises), d'Alain Busnel (secteur public) et de Guy Bèche (jeunesse).

LE POUVOIR RÉEL

Ajoutons, pour compléter le tableau, que le secrétariat national se compose de «délégués nationaux» et de «délégués généraux» dont la mission est de suivre l'activité du parti et d'en faire rapport au seul secrétariat national sur des sujets déterminés (les délégués nationaux ayant la charge d'un problème particulier, d'un thème d'intervention, et les délégués généraux ayant en charge un problème interne au parti, par

Servan-Schreiber et les élections européennes

JJSS figure sur la liste provisoire des candidats UDF aux élections européennes. Sa présence sur cette liste reste vivement contestée par le PR. Quant à JJSS il s'emploie à justifier son changement d'attitude. Jugeant hier la liste UDF apolitique, il estime qu'aujourd'hui «un immense travail de clarification» a été mené «en particulier par le parti radical». Qui donc aurait sous-estimé l'importance de cette contribution ?

NUCLÉAIRE : LA SECURITE A REVOIR

Le gouverneur de l'Etat de Pennsylvanie a autorisé mardi soir le retour des femmes enceintes et des enfants qui avaient été évacués lors de l'accident de la centrale nucléaire de Three Mile Island. Selon les autorités il n'y a pas de trace de gaz radioactifs ou d'iode 131, ce qui semble en contradiction avec certaines déclarations de scientifiques indépendants.

Tandis que les techniciens américains surveillent

le refroidissement du réacteur, opération qui ne devrait plus maintenant excéder quelques jours, un responsable de la NRC (commission de l'énergie nucléaire) vient de déclarer : «les instruments de mesure de pression de plus de quarante centrales nucléaires américaines peuvent présenter des indications douteuses sur le niveau des eaux de refroidissement dans les réacteurs».

Une fausse donnée de l'un

de ces instruments de mesure pourrait en effet être à l'origine de l'un des incidents survenus dans la centrale de Three Mile Island. Mais ces instruments pourraient également présenter des risques (ils ne sont pas fiables) sur toutes les centrales du type à eau pressurisée (PWR).

En France, les propos de Barre lors de sa visite au centre d'enrichissement d'Eurodif au Tricastin lundi

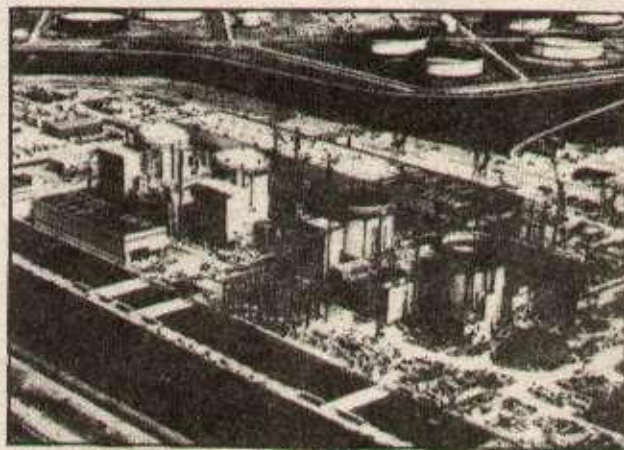
dernier, n'ont pas empêché une fuite de gaz radioactifs au Centre d'études nucléaires de Grenoble. L'incident serait dû à une rupture de gaine contenant un crayon de combustible (de l'oxyde d'uranium). La brutale montée d'activité dans le réacteur a pu cependant être stoppée par un fonctionnement correct du système de sécurité. Le CEA, tout en annonçant qu'aucune personne n'aurait été irradiée au-delà du «seuil admissible», mène une enquête sur les origines de l'incident, et indique que le réacteur expérimental pourrait être remis en route avant une semaine.

Plusieurs écologistes, représentant diverses associations, menacent de démissionner du conseil de l'information sur l'énergie nucléaire, conseil présidé par Simone Veil. Ils ont adressé une lettre à Giscard, dans laquelle ils constatent que ce conseil s'est essentiellement borné à s'informer lui-même, plutôt que le public. Les écologistes demandent également que des scientifiques ou des représentants de l'industrie nucléaire avec des avis contradictoires puissent exposer leurs points de vue dans le dit conseil. Ils exigent en outre la publication des plans Orsec-Rad, ainsi que celle des rapports officiels concernant la centrale du Pellerin ou de toute autre centrale en projet.

En Suède, le gouvernement a décidé de stopper les travaux de plusieurs réacteurs en cours de construction ainsi que le renforcement des normes de sécurité dans les centrales en exploitation. Le moratoire se poursuivra jusqu'au référendum sur la question de l'utilisation de l'énergie nucléaire prévu pour le début de l'année 1980.

Après Three Mile Island INCIDENT NUCLÉAIRE A GRAVELINES

Un incident qui présente certains traits communs avec ce qui s'est passé à Three Mile Island, s'est produit lors des essais à la centrale de Gravelines (Nord), le 6 avril dernier : c'est ce qu'a révélé mercredi la CFDT. Cet incident heureusement n'a pas fait de victimes, et n'a pas eu les mêmes conséquences qu'aux États-Unis, le réacteur n'étant pas en charge. Mais on imagine les conséquences qu'aurait pu avoir cet incident, si la centrale avait été en fonctionnement : 50 mètres cube d'eau du circuit primaire, se répandant dans le bâtiment principal de la centrale. Les causes de cet incident proviennent du blocage d'une soupape, elles sont les mêmes que dans l'accident de la centrale de Three Mile Island, une autre centrale Westinghouse.



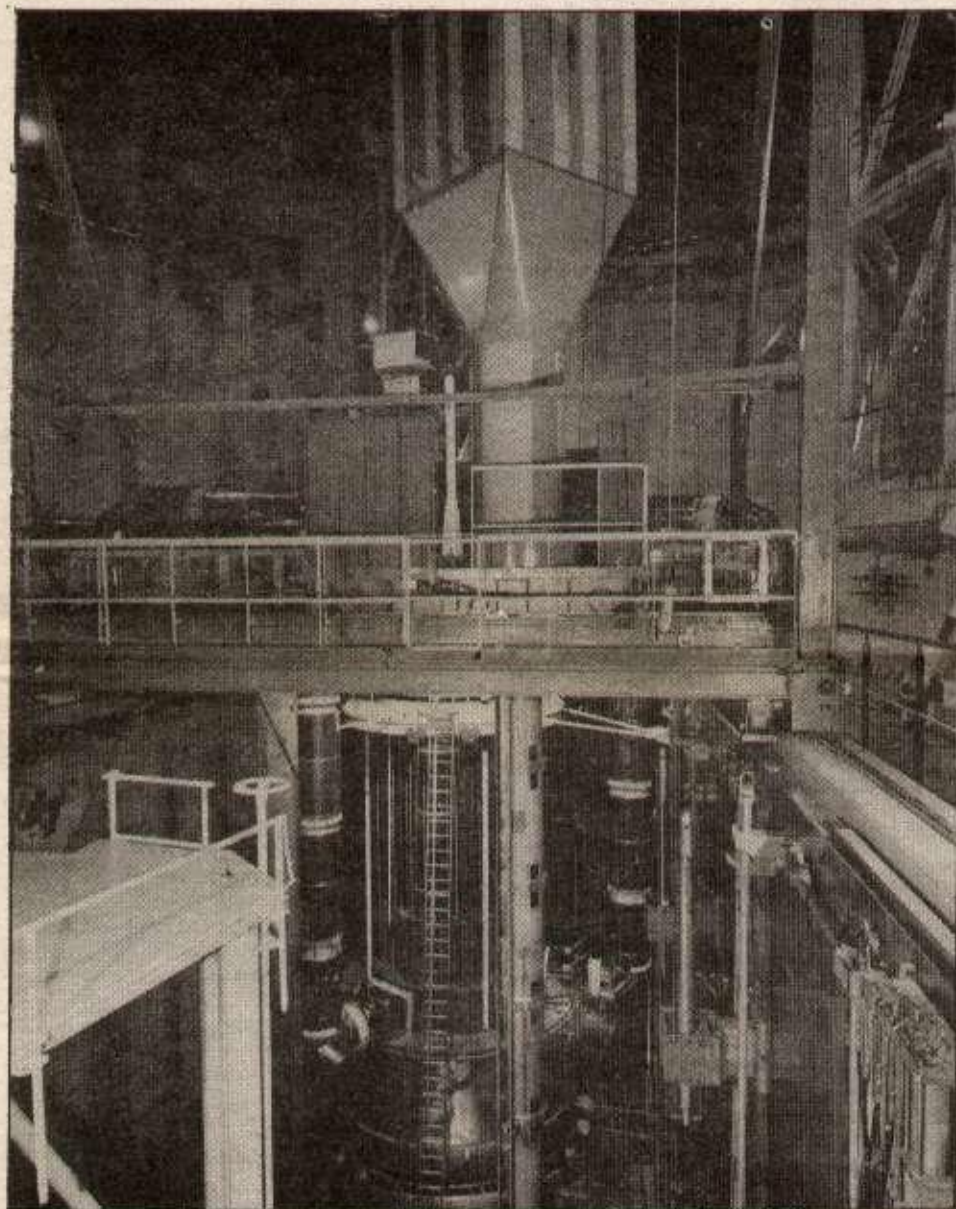
Vue générale de la centrale de Gravelines

Le système de refroidissement de ce type de centrale est à nouveau en cause, c'est ce qu'a constaté parallèlement la commission fédérale américaine de réglementation nucléaire qui réclame des «modifications urgentes» sur presque toutes les centrales à eau légère. L'incident de Gravelines, tenu secret par les autorités françaises, apporte un démenti cinglant aux propos rassurants de Barre et de Giraud, selon lesquels un accident du type de celui de Three Mile Island est impossible en France. La fédération CFDT d'EDF-GDF demande que l'ensemble de la politique énergétique française soit revue «en assurant prioritairement la sécurité des travailleurs et des populations concernées». Elle propose que dans l'immédiat «aucune mise en service de la centrale de Gravelines et des suivantes ne soit effectuée tant que la lumière ne sera pas faite

sur l'accident américain et tant que toutes les conséquences n'en auront pas été tirées pour les modifications nécessaires des installations. Et que les moyens en hommes et en matériels soient pris pour la vérification de l'ensemble des installations en service et en construction». Parallèlement à l'accident de la centrale américaine, la mobilisation des habitants directement concernés par l'implantation de centrales se poursuit, notamment à Nogent-sur-Seine et au Pellerin.

VACCIN CONTRE L'HEPATITE ?

Des chercheurs d'Edimbourg et de l'institut Pasteur à Paris auraient mis au point un vaccin contre l'hépatite B, une des formes les plus répandues de l'hépatite virale.



Réacteur n° 1 de la centrale nucléaire de Fessenheim

8 jours de grève de pions à Dole (Jura)

Quand un syndicaliste devient patron !

Comme tous les ans à la même époque l'ensemble du personnel de l'Education reçoit sa note administrative (après avoir noté lui-même les élèves ou d'autres personnels !). De plus en plus de gens parmi les élèves bien sûr mais aussi le SGEN CFDT mettent en cause le principe de ces notes qui sous couvert d'objectivité ou derrière son aspect anodin permet à l'administration de sélectionner et chaque année de se débarrasser de la quantité souhaitée à l'avance.

Bien entendu ce sont les non-titulaires qui sont les plus menacés par ce système de la carotte et du bâton : en particulier les

maîtres auxiliaires mais aussi cette catégorie MI-SE que les potaches nomment les pions. Il suffit qu'on baisse leur note pour que l'année suivante ils se retrouvent sans travail avec pour beaucoup l'impossibilité de continuer leurs études.

C'est ce qui arrive à un pion du lycée technique de Dole (Jura). Devant le refus du proviseur de revenir sur sa décision, l'ensemble des pions ont exprimé leur solidarité par la grève. Devant cette réaction inattendue, le proviseur qui était récemment responsable académique du SNES (FEN) a employé tous les moyens pour casser le mouvement :

— tentative d'utilisation d'élèves majeurs comme briseurs de grève. Mais ceux-ci refusent de remplacer les grévistes ;

— organisation d'une réunion sur le temps de travail pour tous les enseignants alors que ceux-ci devaient tenir une AG intersyndicale. Du coup celle-ci est annulée !

— interdiction aux grévistes de participer à cette réunion et d'aller à la cantine du lycée ;

— résultat de ces pressions : seul le SGEN (CFDT) appelle les profs à la grève de solidarité, le SNES suivant les consignes de son ancien responsable promu proviseur.

Les pions après 8 jours de grève ont dû reprendre le travail. Ils ne sont pas décidés pour autant à capituler car ils ont tiré les leçons de cette lutte et appellent tous les autres pions de la région à se réunir pour discuter de la lutte contre de telles sanctions administratives et aussi du projet de Beulac qui prévoit la suppression des pions-étudiants pour les remplacer par des surveillants à vie : coordination régionale samedi 21 avril à 14 heures, faculté de lettres de Besançon. Les syndicats y sont invités.

Corr. BESANCON

● Pierrefitte (93) : CRS contre mineurs en lutte

Lundi matin, trois cars de CRS ont fait irruption dans une cité de Pierrefitte (Seine-Saint-Denis), pour déloger quelques mineurs qui squattaient des appartements vides. Ces mineurs mènent une lutte depuis plusieurs mois pour la création d'un foyer qui ne soit pas comme ceux où ils sont enfermés habituellement, qui ressemblent plutôt à des prisons. Les flics sont intervenus sauvagement, et ont fait subir sans ménagement, y compris à une jeune fille enceinte, interrogatoires et fichage pendant plusieurs heures. Plusieurs mineurs font l'objet de comparution devant le juge pour enfants de Bobigny...

ITALIE : le mouvement syndical face à la politique du «compromis historique»

Enquête de Grégoire CARRAT

• L'image d'une Italie, terrain d'élection des attentats quotidiens ou des enlèvements, a été imposée au point de faire oublier que le puissant mouvement ouvrier italien existait toujours et qu'il ne se confondait pas avec ce que l'on a appelé «le compromis historique», la stratégie du PCI pour arriver au pouvoir. Il est vrai que le prix que le PCI a fait payer à la classe ouvrière pour son entrée dans la majorité gouvernementale, en janvier 1978, est élevé. Ainsi l'une des conséquences, et non des moindres, aura été l'acceptation par le mouvement syndical d'une «auto-limitation» de son action et de ses revendications, en échange de la «promesse» que des changements importants en faveur des travailleurs interviendraient grâce à la présence du PCI dans le gouvernement de l'Italie.

Cette orientation était profondément contradictoire avec ce qui avait pu caractériser le mouvement syndical depuis «l'automne chaud» de 1968-1969, notamment l'affirmation de l'autonomie syndicale par rapport aux partis bourgeois, du poids politique propre du mouvement syndical, de son ancrage dans les entreprises, sur la base des «conseils de fabriques». Ici, en effet, on touche à l'un des traits particuliers du mouvement italien : depuis 1969, un processus unitaire s'est développé au plan syndical, à l'échelle nationale et dans toutes les catégories professionnelles, poussé par la pratique unitaire au sein des «comités d'usines», cette structure représentative née des luttes de 1969, et dont l'une des caractéristiques, sans que des listes soient constituées a priori dans le cadre de tractations entre différentes organisations politiques. Cette particularité du mouvement syndical italien, que les révisionnistes ont tenté de récupérer, semble en avoir fait un des lieux privilégiés de la confrontation politique au sein de la classe ouvrière, d'abord parce que ce mouvement est numériquement très important : par exemple, la fédération des travailleurs de la métallurgie (la FLM) ne revendique pas moins d'un million et demi de membres, soit un taux de syndicalisation dépassant les 50 %, ensuite, parce que ce mouvement a offert un cadre très large au débat politique.

Aujourd'hui, à l'intérieur du mouvement syndical, du moins dans ses secteurs les plus combattifs, notamment la fédération des métallos, se dessine une

orientation profondément étrangère à l'esprit du «compromis historique», une orientation opposée à la stratégie formulée en janvier 1978, et dite «ligne de l'EUR» (voir encart), qui consistait en l'application au syndicat du «compromis historique», en visant notamment à rendre le mouvement syndical partie prenante de la défense de la politique gouvernementale d'austérité. L'expérience de ce qui s'est passé en Italie depuis «l'automne chaud» de 1969, peut laisser à la direction du PCI l'espoir qu'elle parviendra, tant bien que mal, à canaliser les mouvements en cours. Mais ceux-ci ont pris naissance dans le cadre d'une expérience politique marquée notamment par la participation du PCI à la majorité gouvernementale, alors même que les conditions d'existence s'aggravaient pour la classe ouvrière. De ce fait, la reprise de la lutte se fait sur la base d'une opposition, bien qu'encore confuse, à la politique du PCI. Confronté au mécontentement grandissant des masses, le PCI voit son emprise sur le mouvement syndical ébranlée. Son retour provisoire, forcé, à l'opposition, lui permettra-t-il d'atténuer les effets de l'expérience récente ?

Sans doute, les positions affirmées aujourd'hui au sein du mouvement syndical ne sont pas sans ambiguïté. Les exigences présentées quant à un développement économique de l'Italie, par opposition à une politique de récession, ou de «contrôle ouvrier» des investissements introduisent-elles forcément une ligne de démarcation nette avec telle ou telle position des révisionnistes, par exemple ? La question peut être posée. Par ailleurs, si la volonté d'autonomie syndicale marque la résistance à la politique des partis bourgeois, dont le PCI, l'alternative politique reste à affirmer.

En tout cas, la défiance aujourd'hui, des syndicalistes à l'égard des «partis» qui est plus importante que jamais, leur souci de consolider l'autonomie du syndicat sur la base de plateformes syndicales définies par les «conseils de fabriques» et qui, telle celle de la fédération des métallos, incluent des revendications, notamment salariales, nettement en contradiction avec la politique d'austérité, sont dans les faits, à l'heure actuelle, un refus de la politique conduite par le PCI au nom du «compromis historique». Ils marquent une volonté de contrecarrer la prétention de ce parti à être le «représentant» de la classe ouvrière.

Entretien avec Pedroni, secrétaire de la Fédération unitaire des métallos pour la Lombardie

► — En janvier 1978, la fédération unitaire de la métallurgie a formulé une stratégie syndicale, connue sous le nom de ligne de l'EUR qui est aujourd'hui à l'apogée de la remise en cause. Quelle est la signification de cette ligne ?

— La plateforme de l'EUR cherchait à définir une stratégie globale des organisations syndicales en fonction de la nouvelle majorité qui existait dans le pays, avec la participation du PCI. Elle reposait sur le point de vue selon

lequel le cadre politique existant était l'élément essentiel pour la transformation de la société italienne. Il en découlait que les syndicats étaient dépouillés de tout rôle actif pour la mise en place de la politique de développement économique, ils étaient privés des instruments spécifiques de la négociation, en s'en remettant purement et simplement aux partis politiques bourgeois pour réaliser les transformations qu'ils revendiquent.

Toutes les limitations à l'activité syndicale, introduites par le congrès de l'EUR, ont permis

au PCI de formuler et de faire accepter la politique d'austérité. Pendant que le PCI parlait de l'austérité, la direction de la CGIL exerçait une pression intense pour que le syndicat adopte cette ligne. Je ne sais pas comment s'effectuait la coordination mais la convergence est manifeste.

**POLITIQUE SYNDICALE
ET «COMPROMIS
HISTORIQUE» :
RAMENER L'ORDRE**

La signification de la politique

de l'EUR doit être rapportée à la situation de crise économique, politique et sociale qui agite l'Italie. Celle-ci est le fruit d'une situation objective, mais elle est également le fruit des luttes des ouvriers, des jeunes... dans lesquelles le mouvement syndical a joué un rôle de tout premier plan, depuis 1968-69. Pour ramener l'ordre, on cherchait d'abord à faire en sorte que le syndicat reste «à sa place», les partis politiques se réservant de régler les grandes questions politiques, celles des choix économiques, du développement, etc.

Là se trouve une limite de la politique de l'EUR qui s'inspirait pourtant d'une idée positive consistant à vouloir définir le rôle stratégique du mouvement syndical. La contradiction est que l'on cherchait à définir ce rôle en privant le syndicat des principaux moyens d'initiative, de contrôle et de négociation.

► — Comment cette ligne a-t-elle été reçue dans le mouvement syndical ?

— Jamais cette ligne n'a pu gagner la majorité, non seulement à la base, mais parmi les militants, les cadres et les délégués syndicaux, dans toutes les catégories, à tous les niveaux de responsabilités, dans toutes les centrales, y compris la C.G.I.L., d'abord parce qu'elle limitait l'action du syndicat.

**UNE RESISTANCE AFFIRMÉE
DES LE DÉBUT**

Egalement parce que pour les travailleurs, c'était une politique en deux temps : d'abord l'austérité et les sacrifices, puis les réformes. Une telle ligne est contraire à toute l'expérience des travailleurs qui ont appris que les réformes, les améliorations des conditions de vie ne sont pas octroyées, ne s'obtiennent pas sans lutte.

Plus le temps passait, plus les

problèmes s'aggravaient et plus la conviction qu'il fallait faire quelque chose pour modifier cette ligne grandissait parmi les ouvriers, les cadres syndicaux.

► — Quel est le prix payé par la classe ouvrière du fait de cette ligne ?

— Il est difficile de répondre en termes statistiques à cette question, car il s'agit avant tout d'une question politique : cette ligne a ébranlé la capacité du mouvement ouvrier à affirmer son rôle politique autant qu'à défendre les conditions de vie.

À l'intérieur même du syndicat cette ligne a fortement entravé le processus unitaire : du moment qu'il n'y avait pas l'objectif d'aller de l'avant ensemble, chaque centrale s'efforçait de défendre ses positions aux dépens des autres, et de l'unité. On assistait parfois à la guerre ouverte entre militants syndicaux.

Pour les travailleurs, cette position défensive a eu pour conséquence une réduction de leurs moyens de résister aux attaques patronales : dans une situation où les patrons augmentaient leurs profits, les centrales syndicales parlaient de contenir les revendications, les ouvriers n'avaient pour perspective que de rattraper le taux d'inflation, perdant ainsi une partie de leur pouvoir d'achat. Le patronat a même lancé de violentes attaques contre l'échelle mobile des salaires qui permet aux ouvriers de récupérer 80 % de l'inflation, automatiquement. Pour les industries où les syndicats ont un important pouvoir de négociation ces tendances ont pu être corrigées en partie. Les catégories les plus pénalisées sont celles où les moyens syndicaux sont plus réduits, tels que le secteur public.

à suivre

Plateforme de l'EUR

La plateforme de l'EUR, adoptée le 14 janvier 1978, tire son nom de la salle de Rome où s'était rassemblée la fédération unitaire de la métallurgie qui en examinait le contenu. Intitulée «proposition pour un tournant dans la politique économique et de développement civil et démocratique», la plateforme prétendait définir une politique d'ensemble du syndicat face à la crise et à ses conséquences pour la classe ouvrière. C'est ainsi que le préambule déclare : «L'objectif fondamental à partir duquel se définissent les revendications spécifiques du syndicat, est d'entamer un processus à moyen terme pour le plein emploi de la force de travail. Ce qui suppose, en particulier, que soit redressée la situation du chômage dans le Sud, du chômage des jeunes et des femmes, que soit réglée la gestion des couches des travailleurs marginalisés du fait de la croissance du travail occasionnel». En mettant l'accent sur la question du chômage et la question du Sud, la plateforme de l'EUR abordait des points extrêmement sensibles des aspirations populaires. En se présentant comme la politique propre au syndicat, la plateforme tenait compte de la volonté d'autonomie qui est une des données les plus ancrées dans les syndicats italiens.

Mais l'esprit dans lequel la plateforme a été conçue répondait plutôt à un souci d'utiliser les syndicats pour la réalisation du «compromis historique». Le préambule de la partie sur la politique contractuelle est particulièrement net à cet égard : «La fédération CGIL, CISL, WYL estime que du fait des assurances substantielles

sur les orientations du gouvernement en vue d'augmenter les investissements publics, une intervention extraordinaire pour le Mezzogiorno et une politique de reconversion industrielle, il serait possible et nécessaire que le syndicat assume de manière autonome une ligne de conduite sur les questions de salaires et de normes de travail, adaptée aux objectifs généraux de péréquation des traitements, de contrôle de l'inflation, de développement et de plein emploi qui sont les pivots de sa stratégie contractuelle». En termes clairs, le préambule qui se range derrière les «assurances gouvernementales» prévoit la limitation des revendications sous prétexte de permettre au gouvernement, soutenu par une majorité comprenant le PCI, de tenir ses engagements. En fait, la plateforme matérialisait la politique suivie dans les syndicats par le PCI depuis le 20 juin 1976, où il obtint un grand succès électoral. Cette politique a limité les luttes mais, sans pouvoir les juguler, comme en a témoigné en décembre 1977 la manifestation de centaines de milliers de métallos à Rome à l'appel de la FLM sous le mot d'ordre «maintenant ça suffit !». En faisant adopter cette politique notamment par l'intermédiaire de la direction de la CGIL, le PCI introduisait un grand flottement qui paralysait en partie les luttes ouvrières. Mais en même temps, une fois formulée, la ligne déclenchait un grand débat dans les syndicats dont l'issue commence à poindre aujourd'hui : une affirmation plus marquée de l'autonomie des syndicats et une affirmation plus précise de leurs revendications.

NICARAGUA : LE FRONT SANDINISTE LANCE UNE NOUVELLE OFFENSIVE

Six mois se sont écoulés depuis la précédente offensive du Front Sandiniste. Malgré la sanglante répression organisée par le dictateur Somoza, cette période a été mise à profit par le Front pour se réorganiser face à la garde nationale qui a doublé ses effectifs, passant de 7 000 à 14 000 hommes. Le départ de Somoza pour un séjour aux Etats-Unis qui le protège, a été choisi par le Front pour déclencher une offensive de grande envergure accompagnée d'un appel à l'insurrection générale. Les combattants sandinistes se sont emparés mardi d'une ville importante : Estelí située à 150 km de la capitale, et

de la ville de San Rafael del Norte, tandis qu'à Leon, à 120 km de Managua, les combats se poursuivent. Les combattants semblent disposer d'armement lourd, qui leur avait cruellement fait défaut lors de la précédente offensive.

D'autre part, le 7 avril dernier, les 3 tendances du Front Sandiniste (la tendance « tiersiste », la tendance « Guerre populaire prolongée » et la tendance « prolétariats ») se sont unifiées. Cette nouvelle insurrection pourrait hâter le « lâchage » de Somoza par les Etats-Unis qui penchent pour le « Somozisme sans Somoza ».



L'insurrection de septembre 1978

« Les « cantonniers » de Pékin : chargés de tracer des routes dans le Nord du pays, ils avaient aussi de tout autres activités ». Sous ce titre, les fins limiers de *L'Humanité*, dans l'édition de mercredi, se font, une fois de plus, le relais d'une campagne de Hanoï et de Moscou visant à faire croire que la Chine menace le Laos.

L'Humanité reprend en effet, point par point, les rumeurs d'origine soviétique selon lesquelles les travailleurs chinois coopérant à la construction de routes dans le Nord du Laos étaient des agents de subversion dangereux, et modifieraient le tracé des routes et des frontières. Pourtant, ces techniciens et travailleurs chinois, qui participaient à la construction d'une route reliant M'nam Bak à Luang-Prabang, ont effectué leur travail à la demande et à la satisfaction du gouvernement laotien jusqu'à une période très récente. Les relations entre la Chine et le Laos sont d'ailleurs restées bonnes jusqu'à la fin de l'année dernière. C'est au moment de l'invasion vietnamienne du Cambodge, que le gouvernement laotien a commencé à s'aligner nettement sur les positions vietnamiennes et à approuver inconditionnellement la politique expansionniste de Hanoï. Au

A propos du Laos : LA CAMPAGNE DE MOSCOU RELAYÉE PAR L'HUMANITÉ

moment de la contre-offensive chinoise au Vietnam, l'URSS et le Vietnam ont ensemble fait courir des rumeurs sur de prétendues menaces de la Chine contre le Laos. C'est seulement quinze jours après, début mars, que le gouvernement laotien reprend à son compte ces accusations. En même temps, il annule soudainement et unilatéralement l'accord de coopération sur la construction de la route dont il est question plus haut. Le 15 mars, dans une note adressée au Laos, le gouvernement chinois déclarait : « Etant donné que le gouvernement lao a pris la décision susdite (l'annulation de l'accord de coopération - NDLR) le gouvernement chinois se voit obligé d'arrêter temporairement la construction de la route M'nam Bak-Luang-Prabang et de retirer tout le personnel technique chinois travaillant à ce projet ». Dans une dépêche du 9 avril, l'Agence Chine Nouvelle annonçait : « Le gouvernement chinois a dû suspendre la construction de cette route et rappeler les 497 ingénieurs et techniciens chinois qui y travaillaient ». La même dépêche rapporte le départ de

Vientiane vers Beijing de neuf autres coopérants.

Alors que *L'Humanité* s'inquiétait des menaces que faisaient peser sur la souveraineté du Laos 506 coopérants chinois, on chercherait en vain dans ses colonnes des informations sur la présence dans ce pays de l'armée vietnamienne : on estime en général que 50.000 soldats de Hanoï y stationnent depuis deux ans. Ces soldats et des « conseillers » en divers domaines exercent une véritable mainmise sur l'administration et l'économie du Laos. Le ravitaillement de ces forces d'occupation pèse sur la population du Laos qui doit l'assurer.

VANG PAO
SORT DES OUBLIETTES

Autre « information » re-

produite par *L'Humanité* : le général Vang Pao, ancien chef des mercenaires de la CIA, aurait fait « de nombreux voyages à Pékin depuis quelques mois ».

Cette rumeur avait été lancée par l'Agence TASS en novembre 1978 et immédiatement démentie par le gouvernement chinois. Le journal de Marchais, à court d'arguments, colporte les ragots qu'il puise dans les poubelles de l'agence soviétique. Il semble par contre établi, d'après différents témoignages, que des groupes de combattants, anciens du Pathet-lao, le front de libération nationale qui combattait l'impérialisme américain, aient pris le maquis pour résister à l'occupation vietnamienne. Ce mouve-

- Zimbabwe (Rhodésie) :
— début des élections de Smith
— raid contre un camp de la ZAPU en Zambie

Le gouvernement raciste de Rhodésie a annoncé mardi un raid aérien contre un camp de la ZAPU (mouvement de libération dirigé par Nkomo) en Zambie. Les racistes prétendent avoir touché le quartier général de cette organisation. Alors que la guerre de libération fait rage et que les racistes rhodésiens assiégés ont totalement perdu le contrôle des campagnes, ils intensifient leurs prétendus « raids de représailles » contre les pays qui soutiennent le mouvement de libération, notamment le Mozambique et la Zambie. Ils tentent de rompre la solidarité des pays africains et d'accréditer leur thèse selon laquelle la guérilla viendrait de l'extérieur, alors qu'elle s'est solidement implantée politiquement dans la population du Zimbabwe.

Ce raid intervient au moment où Smith organise des élections pour tenter de faire caucigner le soi-disant « gouvernement multiracial » qu'il a mis sur pied avec des fantoches africains depuis un an. Smith fait voter d'abord les colons blancs cette semaine. Ils seront ensuite mobilisés dans l'armée rhodésienne pour tenter de protéger le vote que la population africaine et le Front Patriotique sont décidés à empêcher dans les zones rurales.

LE VRAI DANGER

Alors que Moscou et Hanoï, fidèlement relayés par *L'Humanité*, font courir tant de rumeurs sur les prétendues « menaces de la Chine » qui « masserait des troupes à la frontière », qui « organiserait la subversion », ils tentent d'intensifier leurs propres entreprises hégémoniques à l'égard du Laos. En effet, Hanoï essaie actuellement de mettre sur pied une intégration économique, politique et militaire totale des trois pays de la « fédération indochinoise ». C'est ainsi que l'armée vietnamienne a utilisé le

territoire laotien comme base d'agression contre le Cambodge. Aujourd'hui, des troupes gouvernementales laotiennes sont concentrées sur la frontière avec le Cambodge pour appuyer l'actuelle offensive de l'armée vietnamienne.

De plus, le Laos pourrait servir demain de base d'agression contre la Thaïlande. La campagne anti-chinoise sert ainsi à détourner l'attention des menaces, bien réelles celles-là, que fait peser l'hégémonie du Vietnam sur la souveraineté du Laos et de tous les pays d'Asie du Sud-Est. Cette campagne vise de surcroît à discréditer la Chine à l'approche de l'ouverture de négociations entre la Chine et le Vietnam.

J.P. CHAMPAGNY

● Violente campagne de Hanoï contre la Yougoslavie

Ces derniers jours, la presse et la radio de Hanoï ont attaqué avec virulence les positions prises par le gouvernement yougoslave contre les entreprises hégémoniques vietnamiennes et les manœuvres qui menacent l'unité du mouvement des non-alignés, manœuvres que les dirigeants vietnamiens ont multipliées. Ainsi, le 3 avril, l'organe central du PC vietnamien, *Nhan Dan*, n'hésitait pas à écrire : « La presse yougoslave a été chargée par les expansionnistes et hégémonistes chinois d'attaquer le Vietnam au soir du mouvement non-aligné ». On relèvera la grossièreté des affabulations concernant les relations entre la Chine et la Yougoslavie. Sans doute, le PC vietnamien entend-il prêter aux autres ce qui caractérise de plus en plus ses relations avec l'URSS.

Dans son exposé introductif, le porte-parole du Collectif du 26 janvier devait souligner l'extrême gravité de la situation des prisonniers politiques en Tunisie, dont certains sont les militants de « Perspectives » condamnés lors des procès de 1968-1969 ont déjà purgé 7 à 9 ans de détention et continuent d'être détenus au bagne de Borj Er Roumi. Certains prisonniers politiques sont détenus au secret, et la pratique de la torture est courante : elle est à l'origine de la mort de plusieurs syndicalistes dont Houcine El Kouki, mort en février 1978. Malgré la répression qui sévit, des dé-

tenus de la prison de Borj Er Roumi ont observé une grève de la faim le 26 janvier dernier en solidarité avec les syndicalistes emprisonnés. L'état de santé de certains syndicalistes détenus est alarmant : pour ne citer qu'eux, deux membres du Bureau Exécutif de l'UGTT, Salhi et Kaddour sont dans un état grave, en raison des conditions de détention déplorables.

LE DÉBUT DE L'ANNÉE
1979 MARQUÉ PAR DE
NOMBREUSES GREVES

Face à la répression et à la « reprise en main » de l'UGTT, qui s'est soldée

jugement et de détention des prisonniers politiques en Tunisie, dont il évalue le nombre à une centaine auxquels il faut ajouter 500 jeunes condamnés pour « pillage » lors du 26, et dont certains purgent des peines allant jusqu'à 4 ans de prison. Il a également souligné le mouvement de résistance des travailleurs qui s'exprime dans les nombreuses grèves et débrayages qui s'opposent à l'arbitraire du pouvoir.

par la nomination d'une direction fantoche du gouvernement en remplacement de l'ancienne direction, la résistance des travailleurs s'organise sous diverses formes. Les 5, 12, 17 et 19 janvier derniers, les employés de la Société Tunisienne de Diffusion observaient plusieurs arrêts de travail pour protester contre les sanctions arbitraires de la direction et réclamer une augmentation de salaires. Le 8 janvier, les employés de Dar Es Sabah (qui éditent le journal du même nom et *Le Temps*) observaient un arrêt de travail pour protester contre la mise à pied d'un employé. Au cours de

janvier et de février, les ouvriers de nombreuses entreprises se sont mis en grève (Africa Linge, Le Métal, Tunicom, El Anabib).

Toutes ces luttes témoignent de la volonté des travailleurs tunisiens de résister aux attaques du régime de Bourguiba. La répression de la grève générale du 26 janvier a infligé de lourdes pertes au mouvement ouvrier tunisien mais un an après ces événements, la lutte se réorganise.

F.R.

Tunisie : sous la plage, les prisons

PROCHE-ORIENT : BEGIN PARLE DE PAIX... ET FAIT BOMBARDER LES CAMPS DE REFUGIES PALESTINIENS AU SUD-LIBAN

L'aviation sioniste a effectué mardi et mercredi plusieurs raids contre les camps de réfugiés palestiniens au Sud-Liban, essayant une violente riposte anti-aérienne de la part de la Résistance palestinienne qui affirme avoir abattu un appareil israélien. Par ailleurs, la cérémonie pour l'échange des instruments de ratification entre Israël et l'Égypte est reportée du 16 au 22 avril, en raison des divergences qui subsistent entre les deux parties sur l'interprétation à donner au traité. Les déclarations du Premier ministre égyptien Moustapha Khalil concernant le respect des engagements qui lient

Sans même attendre la ratification du traité israélo-égyptien, les autorités sionistes ont lancé ces derniers jours une nouvelle offensive au Sud-Liban, tentant de débarquer dans la nuit de lundi à mardi près de Rachidiyeh. Elles ont été repoussées par les forces palestiniennes et progressistes libanaises. Prenant prétexte de l'opération palestinienne au marché du Carmel, en plein centre de Tel Aviv, qui s'inscrit dans la poursuite de la lutte armée de libération en Palestine occupée, l'aviation israélienne a effectué des raids mardi et mercredi sur les camps de réfugiés palestiniens au Sud-Liban. Un premier bilan effectué par l'agence palestinienne Wafa indique que les bombardements ont fait 3 morts et plusieurs dizaines de blessés. La défense anti-aérienne palestinienne a riposté violemment en abattant un appareil israélien.

LES DIVERGENCES RETARDENT LA RATIFICATION DU TRAITE

Alors que l'artillerie et l'aviation sioniste bombardent le Sud-Liban, une nouvelle polémique s'est engagée entre Israël et l'Égypte à propos des récentes déclarations du premier ministre égyptien, Moustapha Khalil. Celui-ci traduisant les hésitations égyptiennes face à l'unité des



Un char «centurion» des forces sionistes qui ont repris leurs attaques contre le Sud-Liban depuis mardi.

tiennes face à l'unité des pays arabes et à l'opposition qui se fait jour en Égypte contre la paix séparée, s'est déclaré prêt à honorer ses engagements vis-à-vis de la Syrie, si cette dernière «tentait de libérer les hauteurs du Golan par la force», considérant cette action comme une «guerre défensive». Ces déclarations ont aussitôt déclenché les protestations de Begin, ce dernier les trouvant contraires au traité de paix israélo-égyptien. Le ministre des Affai-

res étrangères sioniste s'en est plaint auprès du secrétaire d'État américain Vance. Le Premier ministre égyptien n'a pas remis en cause le fond de sa déclaration mais a tenu à préciser que si Israël respectait ses engagements, c'est-à-dire l'ouverture des négociations avec la Syrie en vue de l'évacuation du Golan, occupé depuis 67, l'Égypte ne se sentirait pas engagée par son accord avec Damas. Les déclarations de Moustapha Khalil ont eu pour conséquence

le report d'une semaine de la cérémonie d'échange des instruments de ratification du traité, et l'ajournement de la visite du ministre de la défense israélien en Égypte. L'accord signé, les divergences d'interprétation demeurent entre Israël et l'Égypte, alors que la politique d'agression au Sud-Liban et l'élimination du peuple palestinien restent des constantes de la politique sioniste.

Frank ROUSSEL

OUGANDA : LE DICTATEUR EN FUITE, APRES HUIT ANS DE TYRANNIE

C'est pratiquement sans combat que, mercredi, les troupes tanzaniennes et les troupes de l'opposition ougandaises ont pris la capitale de l'Ouganda, Kampala. Après deux jours de bombardements, les débris de l'armée d'Amin Dada se sont rapidement dispersés. Le dictateur est en fuite.

C'est immédiatement un gouvernement se réclamant du FNLO qui s'est installé dans la capitale. Le FNLO, formé le mois dernier, regroupe dix-huit organisations, parmi lesquelles

les celles favorables à l'ancien président Milton Obote et l'organisation SUM («Sauvons l'Ouganda»). C'est ce dernier mouvement qui semble avoir joué un rôle actif dans le développement de la rébellion. On ne connaît pas, à l'heure actuelle, sa direction, ni son programme. Pour le moment, c'est un universitaire âgé de 67 ans, Yousouf Lule, qui a pris la tête du gouvernement provisoire. Le nouveau pouvoir trouve le pays dans une situation désastreuse : l'Ouganda, un des pays les plus riches de

l'Afrique (1^{er} producteur de café, producteur de coton, et de cuivre) a vu son produit national brut régresser d'année en année.

L'État est en faillite, les importations sont rationnées. Il semble que, depuis plusieurs mois, les paysans de certaines régions se soient organisés eux-mêmes pour assurer la production correspondant aux besoins élémentaires de la population. Plus de 300 000 personnes auraient été massacrées en huit ans par le régime d'Amin Da-

da. A Moscou, l'agence TASS a annoncé sans commentaire la chute d'Amin Dada. Elle fait état de l'existence du FNLO.

Pendant des années, l'URSS a pourtant soutenu le dictateur, en particulier par une aide militaire. Ces derniers jours, c'est un pont aérien d'avions soviétiques qui a transporté à Kampala les armes et les troupes libyennes envoyées par Khadafi pour tenter de sauver Amin Dada.

● PTT : Grève à Rouen-Gare l'administration a recours à l'armée !

A la fin de la semaine dernière, il y avait à Rouen-Gare un million d'objets en souffrance (lettres, paquets)... Les gars du Centre en ont eu assez. Les causes de cet énorme retard, c'est à la fois le manque d'effectifs criant, et la mise en place du Centre de Tri Automatique de Rouen, d'ici deux mois. Les postiers de Rouen-Gare se sont donc mis en grève mardi : grève reconductible, par service, à 80 - 90 %.

Sur le département de la Seine-Saint-Denis vient de tomber ce qu'on appelle un plan D : toutes les dépêches des bureaux qui transitent dans les centres de tri à destination de Rouen, doivent être acheminées sur Bobigny Centre de Tri. Ce courrier est particulièrement difficile à repérer, parce qu'il arrive dans des sacs «provinces». Simplement, dans les sacs de province, il y a en ce moment beaucoup de courrier pour le 76 ! De plus une note de service du chef de centre de Bobigny vient de paraître, demandant d'acheminer ce courrier sur Montparnasse CTA quand il est indexé (mécanisable) avec comme indication «76 indexé à trier», et pour les plis non urgents, ou le courrier non indexé, l'acheminer sur BCMC Rouen, c'est-à-dire la poste aux armées ! Ces deux sortes d'envois se font dans des sacs reconnaissables par leurs colliers à triangle rouge, colliers que les gars au centre de tri de Bobigny doivent faire à la main... (il n'y en a pas en réserve)... Pour l'instant, la riposte est en discussion à Montparnasse.

Sur le centre de tri de Bobigny, la grève des samedis continue. La direction serait d'accord pour donner l'après-midi du samedi, mais en faisant compenser par une prise de service de 5 h 50 au lieu de 6 heures toute la semaine pour les brigades de jour... Les postiers n'en veulent pas.

Corresp. PTT

● Paris : Les étudiants guadeloupéens et martiniquais manifestent contre la hausse des tarifs d'Air-France

Jeudi matin, plusieurs centaines d'étudiants antillais ont manifesté à l'appel de l'Association générale des étudiants guadeloupéens et de l'Association générale des étudiants martiniquais contre la hausse du tarif étudiant appliqué par Air-France. Parti de la faculté de Jussieu, le cortège devait se rendre devant le secrétariat d'État aux DOM-TOM, où une délégation des manifestants tentait d'être reçue. L'augmentation du tarif étudiant décidée par Air-France fait passer le billet d'avion, aller-retour, de 2 430 F à 3 250 F. Les étudiants martiniquais et guadeloupéens qui ont été contraints de venir en France, à cause de la colonisation de leurs pays, réclament le retour à un «véritable tarif étudiant» et demandent l'indexation du tarif étudiant sur le 5^e échelon de la bourse nationale. Ils demandent également, pour les enfants d'étudiants, la fixation du prix du billet à 10 % du prix normal pour les enfants de moins de deux ans, et à 50 % pour les plus de deux ans. Les autres revendications portent sur l'attribution d'une bourse de voyage fixée aux 2/3 du billet, et sur la prise en charge du rapatriement des étudiants.

● Iran : Les exécutions se poursuivent

Treize personnalités de l'ancien régime ont été exécutées mercredi en Iran. Parmi elles, on compte un ancien chef de la Savak, le général Ali Natchad, qui commandait les «Immortels» (garde impériale), un ancien ministre, l'ancien président du Parlement et l'ancien maire de Téhéran. Un journaliste iranien de l'«Ettelaat» qui a assisté de nombreux procès indique la composition du tribunal : deux juges professionnels, un observateur envoyé par Khomeini

(civil ou religieux celui-ci est sensé veiller au bon déroulement du procès selon l'Islam) et un juge «populaire» désigné par un comité Khomeiny.

Les familles dont les membres ont été torturés sous le règne du Shah et les autres témoins à charge assistent aux procès. Les personnes assistant aux procès sont sélectionnées et désignées par les comités Khomeiny qui gardent le contrôle sur la justice.